

Donald Trump

Pas de Maison Blanche en 2024 ?

Au cœur du paysage politique américain, l'éventualité du retour de Donald TRUMP en 2024 suscite des interrogations persistantes, notamment en raison de diverses spéculations concernant son éventuelle inéligibilité. Cette analyse approfondie vise à examiner les éléments juridiques susceptibles d'entraver la candidature de l'ancien président, jetant ainsi une lumière sur l'incertitude entourant son avenir politique et celui de la prochaine campagne.

Par Léa SCHÜLER

AXE PHARE "SOVERAINETE & PUISSANCE"

Les implications des poursuites légales en cours

Un des facteurs déterminants quant à l'éligibilité de Donald TRUMP réside dans les multiples enquêtes et poursuites judiciaires auxquelles il fait actuellement face. Les accusations portées contre lui, qu'elles concernent ses affaires financières ou des allégations de malversations lors de son mandat présidentiel, pourraient avoir des conséquences significatives sur sa capacité à briguer à nouveau la plus haute fonction du pays. En effet, l'Etat du Maine a exclu, le 28 décembre dernier, l'ancien président de la primaire républicaine, une semaine après une décision similaire dans le Colorado, en lien avec l'assaut du Capitole en janvier 2021.

L'issue de ces procédures judiciaires devrait être scrupuleusement examinée par les observateurs politiques, car elle pourrait s'avérer déterminante dans la formation du paysage électoral de 2024.

Le fondement constitutionnel de l'inéligibilité

Au cœur des considérations entourant la possible inéligibilité de Donald TRUMP en 2024 réside le 14^{ème} amendement de la Constitution américaine, un texte fondateur qui offre un éclairage constitutionnel crucial sur cette question épineuse. La section 3 de cet amendement, souvent négligée mais d'une importance capitale, stipule explicitement les conditions d'inéligibilité pour toute personne impliquée dans une insurrection ou une rébellion contre les États-Unis.

Cette clause du 14^{ème} amendement découle directement des soubresauts de l'histoire américaine post-guerre civile, cherchant à établir la légitimité du gouvernement et à poser des garde-fous contre toute tentative de déstabilisation de l'ordre constitutionnel. Elle se lit comme suit : « *Aucune personne ne pourra être sénateur ou représentant au Congrès, ni électeur présidentiel ou vice-président, ni exercer aucune fonction civile ou militaire aux États-Unis, ni dans aucun État, si elle a participé à une insurrection ou à une rébellion contre*

les États-Unis, ou s'est livrée à une aide ou un réconfort à ceux qui ont participé à ladite insurrection ou rébellion. ».

L'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, qualifié par de nombreux observateurs comme un acte d'insurrection contre le gouvernement fédéral, soulève naturellement la question de l'applicabilité de cette disposition constitutionnelle à l'égard de Donald TRUMP. La subtilité de cette situation réside dans l'interprétation de l'ampleur de la participation de l'ancien président à ces événements et la question de savoir s'il a directement encouragé ou soutenu l'insurrection.

Une interprétation stricte de la section 3 du 14^{ème} amendement pourrait conduire à une conclusion inévitable d'inéligibilité pour Donald TRUMP. Cependant, l'application de cette clause n'est pas dépourvue de complexités, car elle nécessite une évaluation minutieuse des preuves, des motivations et du degré d'implication personnelle de l'ancien président dans les événements du 6 janvier 2021. Cela soulève des questions cruciales quant à la manière dont les tribunaux, les législateurs et l'opinion publique percevront et interpréteront ces événements à l'aune des exigences constitutionnelles, jetant ainsi une ombre d'incertitude sur la candidature potentielle de Donald TRUMP en 2024.

Le Parti Républicain : un partenaire oscillant entre soutien et réticence

L'influence de Donald TRUMP au sein du Parti Républicain, tout en demeurant prépondérante, traverse actuellement une phase de transition complexe. L'ancien président a réussi à forger une base de partisans loyaux, attirés par son style politique non conventionnel et ses positions conservatrices. Cependant, des tensions émergent au fur et à mesure que des dissensions internes se font jour au sein du parti quant à la question de la candidature de Donald TRUMP en 2024.

D'un côté, une faction significative du Parti Républicain continue d'exprimer un soutien

indéfectible à Donald TRUMP. Cette aile du parti perçoit en lui un *leader* charismatique capable de mobiliser l'électorat conservateur et de défendre les valeurs traditionnelles du Parti Républicain. Les succès électoraux passés, tels que sa présidence de 2016 à 2020, renforcent la conviction de cette frange du parti envers l'ancien président. Les politiques axées sur la baisse des impôts, la déréglementation et une approche musclée en matière d'immigration continuent de résonner auprès de cette base.

Cependant, une autre faction au sein du Parti Républicain manifeste des résistances internes face à la persistance de Donald TRUMP en tant que figure dominante. Certains membres du parti estiment que l'approche polarisante de l'ancien président a contribué à la division du pays et qu'une réorientation vers des positions plus modérées pourrait être nécessaire pour élargir la base électorale du Parti Républicain. Ces républicains modérés craignent que la candidature de Donald TRUMP en 2024 ne polarise davantage l'électorat, laissant ainsi le parti vulnérable face à une opposition démocrate mieux unie.

La dynamique complexe entre ces deux factions est également exacerbée par des facteurs externes, tels que les enquêtes judiciaires en cours visant Donald TRUMP. Certains républicains modérés considèrent ces enquêtes comme une source potentielle de vulnérabilité politique, craignant que sa candidature ne détourne l'attention de l'agenda politique du Parti Républicain et ne nuise à sa crédibilité.

L'interaction entre Donald TRUMP et les dirigeants républicains sera cruciale pour déterminer comment le parti abordera la question de son éligibilité en 2024. Les soutiens loyaux de Donald TRUMP chercheront probablement à consolider son leadership au sein du parti, tandis que les dissidents internes continueront de plaider en faveur d'une approche plus modérée. L'issue de cette lutte interne aura des implications profondes sur l'orientation politique future du Parti Républicain et sur la manière dont il envisage la course présidentielle de 2024. Les mois à venir s'annoncent donc cruciaux pour évaluer si le parti maintiendra son unité ou s'il sera le théâtre d'une divergence idéologique qui pourrait potentiellement façonner le paysage politique américain pour les années à venir.

L'opinion publique : un facteur déterminant

Au-delà des arcanes juridiques et des intrications politiques, l'opinion publique émerge comme une force incontournable dans la détermination de l'éligibilité de Donald TRUMP pour l'élection présidentielle de 2024. L'attitude et les perceptions de l'électorat américain face aux développements

légaux en cours et aux débats sur la participation de l'ancien président joueront un rôle décisif dans la formation du paysage politique.

L'image de Donald TRUMP dans l'opinion publique est complexe et souvent polarisée. Sa base de partisans reste engagée et fidèle, louant son approche iconoclaste et ses politiques conservatrices. Pour cette fraction de l'électorat, les poursuites judiciaires en cours sont souvent perçues comme des manœuvres politiques visant à délégitimer l'ancien président plutôt que des efforts légitimes pour faire respecter la loi.

Cependant, une partie significative de l'électorat américain exprime également des préoccupations quant à la légalité et à la moralité des actions de Donald TRUMP. Les critiques soulignent les allégations de malversations financières, les controverses entourant sa gestion de la pandémie de la COVID-19 et les événements du 6 janvier 2021 au Capitole comme des éléments perturbateurs dans son bilan. Pour ces électeurs, l'idée d'une candidature de Donald TRUMP en 2024 peut susciter des inquiétudes quant à la stabilité politique et à la préservation des valeurs démocratiques.

La perception de l'opinion publique sera influencée non seulement par les événements en cours, mais également par la manière dont ces événements sont présentés et interprétés dans les médias. Les débats publics, les analyses politiques et les discussions sur les plateformes de médias sociaux auront un impact significatif sur la façon dont les citoyens américains évalueront la crédibilité et la légitimité d'une éventuelle candidature de Donald TRUMP.

En outre, l'opinion publique peut également être façonnée par des facteurs externes tels que l'évolution de la situation économique, les crises internationales, ou d'autres enjeux sociétaux majeurs. L'électorat pourrait être influencé par la manière dont Donald TRUMP réagit à ces événements et s'il parvient à présenter une vision convaincante pour l'avenir du pays.

Dans l'ensemble, la manière dont l'opinion publique percevra les développements juridiques et politiques entourant Donald TRUMP sera déterminante pour son avenir politique. Une adhésion robuste de sa base combinée à un regain de soutien parmi des segments plus critiques de l'électorat pourrait être le catalyseur qui scellera ou brisera ses ambitions présidentielles. Ainsi, la conjonction des sentiments de l'électorat avec les résultats des enquêtes judiciaires sera cruciale pour comprendre comment le peuple américain évaluera et participera à la course présidentielle de 2024.